



FEDERATION
SOLIDAIRES FINANCES
Section YONNE

Compte rendu du CHSCT
du 20 octobre 2017

En déclaration liminaire Solidaires Finances a dénoncé

- les suppressions d'emplois à la DGFIP (1600 en 2018)
- la mise en place par le gouvernement du comité d'action publique 2022 (CAP22) qui n'a pour but que de réduire le périmètre des services publics, de proposer des transferts au secteur privé et d'abandonner des missions.
- La volonté du directeur Général de mettre en place une mobilité forcée, notamment avec les nouvelles règles de mutations qui prévoient une affectation nationale au département.

Pour Solidaires Finances toutes ces mesures vont encore dégrader les conditions de travail des agents sans qu'aucune réponse concrète ne leur soit apportée au niveau départemental.

Le Président a répondu qu'il était ravi de ces nouvelles règles et il est persuadé que ses agents seront favorables à ces nouvelles règles.

Rapports de visites ISST

En 2017, l'ISST a visité et rendu des rapports sur la Trésorerie des Établissements Hospitaliers, le CFP rue du Pont à Auxerre, la trésorerie de Chablis, la Trésorerie municipale de Sens ainsi que le CFP quai de Nancy à Sens et la DDFIP.

Concernant les rapports de la Trésorerie EH et d'Auxerre Pont un suivi régulier des recommandations a été fait par le CHSCT et la majorité des travaux demandés a été réalisée.

Les autres rapports viennent juste d'être rendus et seront suivis de la même manière.

Concernant plus particulièrement le CFP Quai de Nancy, suite à cette visite, un rapport circonstancié a été demandé à un ingénieur civil spécialisé structure dépendant du Secrétariat Général.

Dans un premier temps, l'homme de l'art a préconisé de mettre en place, à très court terme, les mesures conservatoires suivantes : étayer la partie du plancher en console et déplacer les postes de travail des agents présents dans cette zone. La

direction va contacter la mairie de Sens pour les travaux lui incombant et se déplacera rapidement sur place afin d'organiser le réaménagement des locaux.

Documents Techniques Amiante (DTA)

Les DTA d'Auxerre rue du Pont et Rue des Moreaux seront mis à jour fin octobre 2017. Concernant les autres sites domaniaux, la mise à jour sera faite courant 2018.

DUERP

La mise à jour du DUERP 2018, avec participation des agents, va commencer. Les chefs de service et les agents seront destinataires de leur DUERP, d'un questionnaire, d'un mémento, des éventuels rapports de visites de l'ISST ou du CHSCT, ainsi que du suivi du Programme Annuel de Prévention (PAP).

Une ou plusieurs réunions devront être organisées par le chef de service pour intégrer le ressenti des agents et ce, afin le 08/12/2017.

POINT TRAVAUX IMMOBILIERS

CFP Avallon : Les travaux à la Trésorerie sont en cours de réalisation et le calendrier semble respecté pour intégrer les agents de la Rue de Paris au premier trimestre 2018.

Les travaux de sécurisation de la DDFIP sont pratiquement terminés et ceux de la Rue des Moreaux vont bientôt commencer.

BUDGET 2017

Le budget initial de 61 977 € présente à ce jour un solde d'environ 700 €.

Principales actions réalisées en 2017 :

- **Sécurité** : sécurisation de la DDFIP et de l'accueil rue des Moreaux, complément de la centrale Incendie de Joigny et centrale Incendie d'Avallon (rue de Paris). Vérifications des extincteurs et des blocs secours.
- **Conditions de travail** : Fauteuils ergonomiques, repose pieds spécifique, rehausseurs d'écran et divers matériels informatiques sur prescription médicale.
- **Formations** : sauveteur secouriste du travail (SST) initiale et recyclage, guide file et serre file, maniement extincteurs, défibrillateurs, habilitations électriques et ergonomie au poste de travail .

Lors de ce CHSCT, deux actions ont été mises en débat :

- l'aménagement du poste d'accueil rue des Moreaux suite à visite et prescription médicales. Après divers essais de matériel par l'agent en présence du Médecin de Prévention, il a été retenu l'achat d'un ordinateur portable.

Suite à cette présentation, un vote est intervenu : Solidaires Finances et Force Ouvrière ont voté pour, la CGT contre.

- Le deuxième point a été une demande de prise en charge par le CHSCT d'une formation des représentants du personnel CGT. Dispositif prévu par le protocole d'accord du 22 octobre 2013 : Cette formation est prise en charge financièrement par l'Administration, mais elle peut aussi être imputée sur les crédits du CHSCT.

Après débat, Solidaires Finances et Force Ouvrière ont voté contre cette prise en charge par le CHSCT, estimant que le financement doit être pris sur le budget de l'administration et ne pas s'imputer sur le budget du CHSCT ; la CGT quant à elle, s'est abstenue.

QUESTIONS DIVERSES

En vertu du décret d'application de l'interdiction devapoter dans certains lieux à usages collectifs entré en vigueur le 01/10/2017. A compter de cette date, il est interdit de vapoter dans les espaces publics et dans les bureaux communs. Des affichettes seront apposées .

En vertu du décret d'application de mars 2017, chaque centre des Finances Publiques devra se doter d'un registre d'accessibilité aux personnes handicapées qui devra être mis à disposition du public. Il a été mis en place sur les sites Auxerre-Rue des Moreaux et Auxerre-Rue du pont. Il sera généralisé sur les sites domaniaux en 2018 , pour les autres sites, la responsabilité incombe aux propriétaires.

Le poste d'assistant de prévention sera repris par la chargée de communication. Cependant, elle n'occupera pas ce poste à 100 %, car elle gardera les tâches de communication et de contrôle des gestions. Si besoin est, un ajustement de ces diverses tâches de travail sera effectué par le Directeur du département.

Déclaration liminaire des représentants de Solidaires Finances au CHSCT du 20 octobre 2017

Monsieur le Président,

Vous réunissez pour la 3ème fois cette année le CHSCT de l'Yonne pour évoquer les conditions de travail des agents de notre département et les moyens pour les améliorer.

Pour Solidaires Finances, le climat social au Ministère et à la DGFIP n'a jamais été si dégradé

Le Ministre de l'action publique a indiqué que « toutes les promesses seraient tenues », et pour cela il va mettre en place le « Comité d'Action Publique 22 » , un nouveau joujou pour restructurer, démanteler et privatiser les services publics. Premières prémices de ces réformes : les futures règles d'affectation lors des mouvements de mutations où tous les agents se verront affectés au département et bloqués au minimum 2 ans...

Ce comité d'action publique 2022 « composé de personnalité françaises ou étrangères, de chefs

d'entreprises, de parlementaires, d'élus locaux et de hauts fonctionnaires sera chargé d'identifier les réformes structurelles et les économies significatives et durables, de s'interroger sur l'opportunité du maintien et le niveau de portage le plus pertinent de chaque politique publique, de proposer des transferts au secteur privé, voire des abandons de missions » .

Les agents se plaignent régulièrement, à juste titre, de la dégradation de leurs conditions de travail et la seule réponse qu'ils obtiennent c'est plus de mobilité, plus de souplesse et plus de restructuration sans garantie de leur avenir . Compte tenu des futurs projets d'externalisation des missions même un ministère régalien comme le notre est en danger.

Cette année ce sont environ 1600 suppressions qui ont touché la DGFIP, c'est à dire la totalité des suppressions d'emplois de la Fonction publique d'état et Mr Parent l'a dit « les efforts en matière de suppressions d'emplois auront vocation à se renforcer » , il faudra donc être plus exemplaire dans les prochaines années.

Le 10 octobre dernier, les agents de la DGFIP étaient en grève à 32,50 % pour s'opposer aux restructurations incessantes, à la perte du sens de leurs missions, au blocage des promotions, au gel du point d'indice ... et la liste est bien trop longue.

Monsieur le président vos agents vous réclament plus de considération et de reconnaissance, de meilleures conditions de travail, à être écouté mais aussi et surtout à être entendu.

Monsieur le président, vos agents et leurs représentants ne sont pas conservateurs, ils défendent les valeurs du service public, la sauvegarde des missions de la DGFIP et l'égalité de traitement des citoyens sur tout le territoire.

Pour le Ministre, les fonctionnaires n'ont pas à se plaindre puisqu'ils verront leur rémunération augmenter de 4 % cette année. Quelle provocation et quel mépris de la part d'un ministre qui confond volontairement devant les médias masse salariale et rémunération !

Le président de la République, nos ministres, notre Directeur Général et vous, Monsieur le Directeur, n'ont cessé de répéter qu'il faut évoluer, s'adapter, être mobile, etc , mais derrière cette volonté d'évoluer à marche forcée, il y a des agents qui voient inexorablement leurs conditions de travail se dégrader.

Combien d'emplois supprimés dans l'Yonne cette année et combien dans les années futures ?

Le CHSCT de l'Yonne pourra toujours mettre en place un beau DUERP avec de belles solutions sur le papier , mais encore faudra-t-il le concrétiser.

Solidaires Finances estime que pour véritablement réaliser les actions du PAP, notamment en ce qui concerne les risques Psychosociaux, il faut une réelle prise en compte des souhaits et des besoins des agents.

Quand les agents parlent de leurs conditions de travail, de leur stress, de la pression, des objectifs difficilement réalisables et d'écoute, le Directeur Général répond par 15 M€ d'investissement informatique et 10 M€ pour l'immobilier.

Et ce n'est pas une nouvelle enquête sur le climat interne du Ministère de l'Économie et des Finances, après celles réalisées par la DGFIP, qui va améliorer leur situation.

Monsieur le président, les agents de votre département souffrent au quotidien de leurs conditions de travail, ils ne sont pas contents et vous l'ont fait savoir le 10 octobre dernier.

Solidaires Finances vous demande quelles réponses vous allez leur apporter et comment vous pensez réussir à améliorer leurs conditions de travail. En effet, les agents de votre département attendent plus qu'un abondement en ventilateurs ou en stores.

Vous pouvez également contacter les représentants de Solidaires Finances

Jean-François DURET
Nadine ROGER
Michèle LEVESQUEAU
Philippe BROQUET

